



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

10 JUIL. 2025

Paris, le

Le ministre d'État, ministre des Outre-mer

La ministre de l'agriculture et de la
souveraineté alimentaire

Le ministre de l'économie, des finances et de la
souveraineté industrielle et numérique

La ministre déléguée chargée du commerce, de
l'artisanat, des petites et moyennes entreprises
et de l'économie sociale et solidaire

NOTE CIRCULAIRE

à l'attention de

Messieurs les Préfets
de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Pierre et
Miquelon, de Saint-Martin et Saint-Barthélemy
Monsieur l'Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna

NOR : MOMO2519794C

Objet : Instructions à l'intention des préfets pour le pilotage et l'animation des services et missions visant à lutter contre la vie chère dans les outre-mer

Depuis quelques années, plusieurs territoires d'outre-mer sont marqués par des mouvements de contestation contre la vie chère, signes de tensions sociales et d'un profond sentiment d'inégalité et d'injustice.

Les événements en Martinique ont relancé l'urgence de réponses structurelles à cette problématique récurrente de cherté de la vie, nettement plus prononcée dans les territoires d'outre-mer que dans l'hexagone, alors même que ces territoires connaissent des taux de pauvreté plus élevés.

Le constat est manifeste. En 2022 et selon l'Insee, les prix à la consommation sont plus élevés dans les départements d'outre-mer qu'en France hexagonale, avec des écarts allant de 9 % à La Réunion à 16 % en Guadeloupe. Ces écarts sont particulièrement prononcés sur les produits alimentaires, allant de 30 % à Mayotte à près de 42 % en Guadeloupe. Les collectivités d'outre-mer sont également touchées. Plus grave encore, ces différentiels de prix vis-à-vis de l'hexagone se sont creusés au fil des années.

Il nous faut un plan de bataille complet et structurel qui s'attaque, méthodiquement, à tous les facteurs expliquant la cherté de la vie.

Un projet de loi sera présenté au cours de ce mois de juillet. Il visera le renforcement du pouvoir d'achat et la compensation des effets de l'éloignement, le renforcement de la transparence et de la concurrence. Il comprendra aussi des articles visant à enclencher une transformation économique des territoires.

Mais, pour commencer à agir sans attendre, le rôle de pilotage et d'impulsion du représentant de l'Etat dans son territoire en matière de lutte contre la vie chère dans les outre-mer est primordial. **Nous vous demandons de faire de la lutte contre la vie chère une priorité absolue de votre action. Votre pilotage devra s'inscrire dans la dynamique des mesures qui sont prises à l'échelle nationale (I) et d'ores et déjà s'articuler autour de cinq axes d'action (II).**

Nous indiquons que cette circulaire spécifique aux actions menées contre la vie chère a vocation à rappeler différents outils à votre disposition et qui sont mis en œuvre dès à présent et chaque année. Cette circulaire se substitue dès lors pour cette année à la note d'orientation annuelle sur les accords de modération de prix ou « accords BQP ».

I. Les mesures prises à l'échelle nationale

Dans un premier temps, le Gouvernement publie un certain nombre de décrets.

Le premier d'entre eux renforce le bouclier qualité prix (BQP), en donnant de nouveaux objectifs possibles pour les négociations et en fixant un objectif nouveau de modération du différentiel de prix vis-à-vis de l'hexagone.

Le deuxième conduira à la nomination d'un président par observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR), démultipliant et renforçant ainsi, en particulier pour la zone Antilles-Guyane, une capacité d'enquête et de réaction. Il prévoit également la faculté pour ces observatoires d'établir un règlement intérieur.

Le troisième renforce également les OPMR, en leur permettant d'intégrer des enquêtes consommateurs dans leurs avis et en obligeant l'Etat à assurer la publication de leur rapport annuel.

Cet ensemble de mesures offrira un ensemble de leviers à votre disposition. Il vous est demandé d'en faciliter l'application le plus rapidement possible.

Dans un second temps, le Gouvernement présentera un projet de loi qui sera discuté au Parlement au cours du dernier trimestre de l'année 2025. Le moment venu, nous attendons, là encore, une diligence particulière de votre part pour faciliter la mise en œuvre des mesures qu'il portera.

II. Votre mobilisation devra s'orienter dans cinq directions

Dans ce contexte, et sans attendre l'adoption de ce projet de loi, nous vous demandons d'actionner les leviers disponibles en vue de rechercher une baisse des prix en outre-mer, et de mobiliser en ce sens l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels qui concourent à la distribution et à la formation de ces prix.

Nous savons que vous avez déjà engagé des actions pour lutter contre la vie chère. Cependant, celles-ci sont arrivées à des niveaux d'aboutissement différents en fonction de vos territoires. A travers cette circulaire, nous vous proposons une feuille de route commune qui témoigne de notre volonté de montrer à l'échelle des outre-mer l'engagement de l'Etat, la poursuite de ses actions efficaces et surtout le renforcement de l'action publique, ainsi qu'une communication permettant de les valoriser.

Vos actions se concentreront sur la formation des prix, l'efficacité des boucliers qualité prix et la communication sur les actions entreprises. Nous souhaitons en outre rattacher les sujets de

vie chère à la problématique de la transformation économique des territoires. C'est pourquoi nous vous demandons de travailler autant sur la lutte contre la vie chère que sur **l'encouragement de la transformation économique des territoires et donc le développement des filières productives**. Celles-ci étant créatrices d'emplois et sources de pouvoir d'achat, leur développement est consubstantiel du niveau de vie de nos concitoyens ultramarins.

Aussi, nous vous demandons de déployer votre action dans cinq directions :

1. Renforcement du dispositif du BQP en l'étendant aux services et par une plus grande implication des acteurs locaux

L'article L.410-5 du code de commerce confie au représentant de l'Etat la négociation annuelle d'un accord de modération du prix global d'une liste de produits de consommation courante dans les départements d'outre-mer et les collectivités de Saint-Pierre et Miquelon, de Wallis et Futuna et de Saint-Martin. Ce dispositif bien connu permet d'obtenir une modération des prix sur une liste de produits.

Cet outil, tel que prévu par la loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer, apporte des résultats et a prouvé son efficacité en cela qu'il permet d'obtenir une modération des prix sur une liste de produits et une négociation souple avec les acteurs économiques, permettant d'associer davantage de commerces chaque année et d'en étendre le périmètre.

Cependant, ce dispositif peut être amélioré pour en renforcer la visibilité et la disponibilité, alors qu'il n'est aujourd'hui limité qu'aux seuls produits de consommation.

Nous vous demandons dès lors, dans vos négociations sur les BQP, les actions suivantes :

- Vous conduirez une **négociation tant sur les produits que sur des services** qui vous paraissent les plus à mêmes de faire l'objet d'une négociation. Nous pensons en particulier aux services téléphoniques, bancaires et d'entretien automobile. Concernant les produits, vous élargirez la négociation aux pièces détachées automobiles et, concernant les produits alimentaires, vous encouragerez la promotion des productions locales, notamment les fruits et légumes frais.
- Alors que jusqu'à maintenant l'OPMR donne un avis *ex post* sur le BQP, **vous associerez le président de l'OPMR ou son représentant dès la négociation**. Par ailleurs, vous vous appuyerez sur des enquêtes réalisées par les OPMR sur le BQP et auprès des consommateurs pour fixer les produits et services à inclure dans le dispositif.
- Vous chercherez à obtenir des **engagements de la part d'un nombre accru d'acteurs de la distribution**, y compris des enseignes qui ne participent habituellement pas au BQP tout en ayant la capacité. Vous pourrez rendre publique la liste des enseignes qui se refusent à participer ou qui, après avoir participé, ne respectent pas leurs engagements.
- Vous solliciterez le **concours de l'Agence régionale de santé** pour obtenir une analyse qualitative sur le plan de la nutrition des listes de produits de consommation négociées.
- Enfin, vous veillerez à ce que les enseignes assurent une bonne **information du consommateur**. Elles devront à cet effet publier la liste des produits dans le BQP et l'actualiser à chaque fois qu'elle évolue. Vous encouragerez les distributeurs à maintenir une visibilité des produits du BQP au sein des rayons des magasins. A ce titre, vous vous assurerez de la mise en place d'une signalétique facilement reconnaissable et identifiable dans toutes les enseignes, au même titre que des opérations de promotion.

La note en annexe précise en outre les autres orientations contenues habituellement dans les notes annuelles en vue des négociations des accords de modération des prix des produits et services.

2. Assurer une transparence sur la constitution des prix, notamment en renforçant le rôle des OPMR et en accentuant les contrôles de la DGCCRF

L'opacité qui entoure la formation des prix nourrit la défiance et ouvre des brèches pour des acteurs économiques non vertueux. Nous vous demandons un renforcement de la présence et des contrôles dissuasifs de l'Etat pour mettre un terme à ces dérives.

Face à la demande de transparence sur la formation des prix et sur le rôle de chacun des acteurs, nous vous invitons à mener les actions suivantes :

- Vous garantirez la publication des rapports annuels des OPMR sur le site de la préfecture afin de leur donner une plus grande visibilité auprès du grand public.
- Vous travaillerez étroitement avec le président de l'OPMR, qui sera dédié à un seul territoire, pour l'établissement du programme d'études de l'observatoire. Ces études devront être orientées sur la structuration des filières productives locales, la formation des prix et des marges et les éventuelles pratiques qui renchérissent les prix à la consommation. Afin de dynamiser et simplifier la mise en œuvre des études, celles-ci le seront par bons de commande émis en référence aux accords-cadres prévus au niveau central, permettant la mise en œuvre d'études avec apport d'ingénierie et pour une durée déterminée de 6 mois.
- Les comparateurs de prix sont utiles pour déterminer les choix des consommateurs et constituent une étape du « parcours client ». Vous soutiendrez, dès que possible, les initiatives privées visant à créer de tels outils qui vous apparaissent les plus pertinentes. Ce soutien peut prendre la forme d'une subvention versée à une association, un parrainage d'initiative, etc.
- Vous mettrez en place, avec les services de l'Etat dédiés, un **plan de contrôle massif et rigoureux** visant à faire appliquer les dispositifs existants et à s'assurer du respect de la loi, sans contournements, par l'ensemble des parties prenantes. Ces contrôles viseront à :
 - o vérifier le respect des engagements des parties prenantes sur le BQP, dont la disponibilité des produits ;
 - o mener des analyses de formation de certains prix aux variations marquées, sur toute la chaîne de valeur ;
 - o pour la Martinique, suivre les engagements pris dans le cadre du protocole pour réduire le prix de plus de 6 000 produits alimentaires et d'hygiène.
- En cas de doute mis en évidence par les contrôles, vous assurerez une coordination efficace avec l'administration centrale, en vue de saisines éventuelles de l'Autorité de la concurrence.

3. Une communication large sur les dispositifs mis en œuvre

La visibilité de l'action de l'Etat est absolument essentielle. Elle dissuadera les acteurs non vertueux et posera les bases d'un rétablissement de la confiance avec nos concitoyens.

Afin de permettre la valorisation du dispositif du BQP auprès du grand public, vous mettrez en place une campagne de communication *via* les différents supports disponibles (presse, réseaux sociaux, site internet, catalogues, etc.).

Vous publierez ou vous porterez à la connaissance du public des données actualisées sur l'état des prix, sur le BQP, sur les contrôles, afin d'informer de manière lisible et visible l'ensemble des consommateurs.

4. L'organisation chaque année d'une « conférence vie chère » dans chaque territoire en y associant les OPMR et les présidents des conseils exécutifs des collectivités, en charge de la compétence économique

Nous souhaitons que tous les acteurs de bonne volonté, extrêmement majoritaires, soient associés à cet objectif de réduction de la cherté de la vie.

Pour assurer le suivi de l'ensemble des objectifs fixés et en garantir l'affichage auprès du grand public, nous vous demandons donc de réunir à votre niveau chaque année une « conférence vie chère ».

En vous appuyant sur les DEETS et les DAAF, vous y associerez les acteurs économiques représentant la grande distribution et les acteurs de la production alimentaire, les transporteurs, les importateurs-grossistes, les associations de consommateurs et les élus. Vous veillerez à la participation des OPMR, de l'INSEE, du tribunal de commerce. Vous y associerez tous les acteurs que vous jugerez utiles. Vous coprésiderez cette instance avec le président de la collectivité territoriale.

Ces conférences auront pour objectif d'associer au dispositif BQP davantage d'acteurs économiques y compris par une publicité des participants au dispositif. Elles pourront contribuer à la définition du programme de travail des OPMR. Elles seront aussi l'occasion d'effectuer un bilan général de l'évolution des prix et de la répercussion des mesures, notamment fiscales prises en faveur d'une baisse des prix. Elles permettront, enfin, de nous faire remonter l'ensemble des idées d'actions portées par les acteurs économiques et poursuivant les objectifs de lutte contre la cherté de la vie et de transformation économique des territoires.

5. Une mobilisation pour la transformation économique des territoires

La question de la cherté de la vie dépasse celle de la distribution et interroge les sous-jacents économiques structurels des territoires ultramarins. C'est donc **une véritable transformation économique qui est nécessaire pour susciter la création de valeur ajoutée dans les territoires et renforcer le pouvoir d'achat.**

Par conséquent, nous vous invitons à initier des stratégies de développement des filières à fort potentiel à court et moyen termes. Ce travail sera réalisé en lien avec la collectivité qui détient la compétence en matière de développement économique.

Ce travail pourra porter autant sur les filières du secteur primaire, *a priori* matures, mais offrant un fort potentiel de production dans le secteur de la grande consommation, que sur les filières en croissance ou d'innovation.

Concernant les filières du secteur agricole, nous vous demandons de privilégier deux axes qu'il faut concilier : l'intégration économique régionale et le développement de la production locale.

Dans le cadre des conférences de la souveraineté alimentaire, prévues par la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, nous vous demandons, outre les points d'étape de la mise en œuvre des plans de souveraineté alimentaire (PSA), d'inclure des réflexions et propositions de coopérations régionales dans le domaine agricole.

Ainsi, le plan de souveraineté alimentaire devra contenir des éléments sur :

- l'approvisionnement des outre-mer en produits agricoles issus des filières locales « fruits et légumes » et « élevage » ;
- le déploiement **des industries agroalimentaires par transformation de produits locaux**, en développant la contractualisation entre organisations de producteurs et industriels, en facilitant l'accès des industries agroalimentaires locales à la commande publique alimentaire, **et en favorisant la transformation des produits locaux au plus près des bassins de production** ;
- l'accompagnement personnalisé des entreprises et des porteurs de projets ;
- des consultations en matière de coopération régionale, destinées à faciliter des échanges commerciaux pour l'approvisionnement de denrées dont la production locale est insuffisante à très court terme (par exemple, le riz ou l'alimentation animale).

Pour avancer sur ces objectifs, vous réunirez les producteurs locaux, les organismes chargés de représenter les intérêts des entreprises et des filières agricoles, les organismes de recherche agronomique et les acteurs de la distribution.

De votre implication personnelle dépend la réussite de cette politique. Nous vous demandons dès lors de piloter ces mesures avec le plus de diligence et d'engagement possibles.

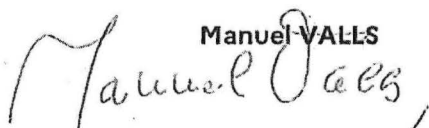
Vous informerez la direction générale des outre-mer (DGOM), la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), et la direction de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) des situations nécessitant un appui de l'administration centrale.

Nous vous demanderons régulièrement des points d'avancement sur la mise en œuvre de ces orientations et de nous signaler, à cette occasion, les difficultés auxquelles vous seriez confrontés.

Nos cabinets et nous-mêmes prendrons l'initiative de vous réunir selon des formats qui pourront varier en fonction des priorités.

Le ministre d'État, ministre des Outre-mer

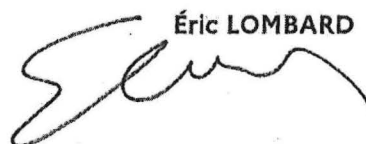
**Le ministre de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique**


Manuel VALLS

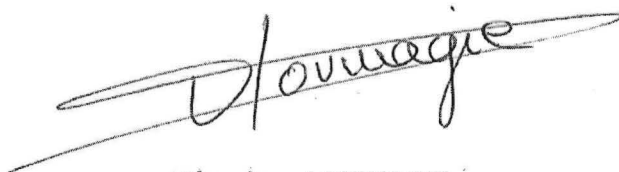
La ministre de l'agriculture et de la
souveraineté alimentaire



Annie GENEVARD


Éric LOMBARD

La ministre déléguée chargée du commerce,
de l'artisanat, des petites et moyennes
entreprises et de l'économie sociale et
solidaire



Véronique LOUWAGIE

ANNEXE

Orientations en vue des négociations des accords de modération des prix de produits de grande consommation, dits accords « bouclier qualité-prix », et des accords volontaires de modération des prix des services dits « BQP services »

1. Acteurs concernés par les accords prévus par l'article L. 410-5 du code de commerce dits accords « bouclier qualité prix » (BQP)

• Participation de l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement à l'effort tarifaire

Les accords devront associer l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement des biens de grande consommation : importateurs, fournisseurs, distributeurs, agents du fret et transitaires.

Vous inviterez toutes les enseignes de distribution dont les surfaces dépassent un seuil fixé au niveau local en début de négociation à proposer un panier BQP tel que précisé dans la présente circulaire. De plus, vous veillerez à ce que l'ensemble des magasins appartenant à une même enseigne de la grande distribution propose un panier BQP, et ce, quelle que soit la surface des magasins.

Tout retrait du dispositif devra faire l'objet d'une information préalable du représentant de l'Etat en précisant le motif.

❖ Adaptation du BQP aux petites surfaces de vente

Afin d'élargir le BQP au plus grand nombre de participants, une adaptation du dispositif avec la mise en place de listes de produits plus réduites pourra être définie pour les petits commerces de détail de manière à donner la plus grande effectivité aux dispositions du second alinéa de l'article 3 du décret n°2012-1459 prévoyant la possibilité d'associer les magasins dont la surface commerciale est inférieure au seuil déterminé par la négociation.

Dans cette même perspective, afin de faciliter l'adhésion d'un maximum de petits commerces à la démarche, vous pourrez admettre la possibilité de dépassement du prix global du panier dans la limite de 5 %. La liste de ces établissements bénéficiaires de cette dérogation devra être annexée à l'accord.

❖ Extension des négociations aux acteurs de la chaîne logistique (sur le modèle de l'Oudinot du Pouvoir d'achat)

Afin de répartir l'effort de baisse des prix sur l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement et conformément à l'article 61 de la loi EROM, vous associerez les transitaires et les transporteurs aux négociations des accords de modération des prix en les invitant à accorder des remises aux distributeurs participant au BQP.

Vous encouragerez les parties intéressées – les entreprises de fret maritime et les transitaires – à accorder aux distributeurs des remises définies en fonction du volume des produits du BQP présents dans le volume total des produits transportés. **Les engagements des entreprises de fret et des transitaires seront explicités dans les accords de modération des prix, sur le modèle des chartes signées dans les DROM dans le cadre de la démarche de « l'Oudinot du pouvoir d'achat ».**

L'effort tarifaire ainsi négocié devra être intégralement répercuté par les distributeurs sur les prix des produits du BQP proposés tout au long de l'année aux consommateurs.

Afin de faciliter la conclusion d'un accord suffisamment ambitieux, vous inviterez les acteurs locaux du transport de marchandises agissant pour les distributeurs participant au BQP (transitaires, manutentionnaires, etc.) à faire des propositions de toute nature visant à réduire le coût d'acheminement supporté par les distributeurs.

2. Accord BQP intégrant des sous-paniers

En complément de la négociation du bouclier Qualité-Prix sur les produits de consommation courante, des sous-paniers ont été instaurés les années précédentes tant pour donner une visibilité particulière à des catégories de produits que pour faire bénéficier les consommateurs d'efforts de modération des prix sur un spectre plus large de produits ou de services, cette possibilité étant laissée à l'appréciation du représentant de l'Etat afin d'être adaptée aux besoins et contextes locaux.

Pour les sous paniers déjà existants, le BQP ne s'écartera du dernier accord BQP adopté que pour y intégrer des produits de consommation courante. Ces modifications viseront à remplacer les produits les moins consommés, les plus souvent en rupture et/ou qui augmentent le plus par des produits locaux ou plus représentatifs des habitudes de consommation locales, répondant à un objectif social, tout en veillant à ne pas dégrader la qualité du panier.

- **La création de nouveaux sous paniers thématiques (hors produits alimentaires, infantiles et d'hygiène et d'entretien)**

Afin de renforcer l'impact sur le pouvoir d'achat, les négociations devront *a minima* préserver les trois sous paniers existants (produits alimentaires, infantiles et d'hygiène et d'entretien), chacun plafonné par un prix maximal. Vous vous assurerez de pouvoir maintenir la stabilité du prix de chacun des sous paniers.

Il vous est demandé de porter une attention particulière à l'eau en bouteille. Récemment, l'accès à l'eau potable ayant été difficile dans certains territoires, vous chercherez à obtenir la fixation d'un prix négocié et stable pour la durée de l'accord. L'eau en bouteille sera intégrée et/ou maintenue dans le sous panier alimentation, l'objectif étant d'obtenir la stabilité de son prix durant l'année. Vous veillerez à déterminer l'unité de vente appropriée aux habitudes locales de consommation.

Vous procéderez également à la possible création de **nouveaux sous paniers thématiques** comprenant notamment des produits de grande consommation hors produits alimentaires, infantiles et d'hygiène et d'entretien, en fonction de l'état des négociations et des habitudes de consommation locales, sur le modèle suivant :

- Un panier « produits de bricolage » ;
- Un panier « matériaux de construction »
- Un panier « produits multimédias » ;
- Un panier « électroménager » ;
- Un panier « fournitures scolaires » ;
- Un panier « produits d'entretien pour automobile » ;
- Un panier « produits de parapharmacie » ;
- Etc.

Les sous paniers thématiques indiqueront des prix plafonds distincts, à l'image des sous paniers déjà existants.

Les négociations seront notamment conduites auprès de nouveaux acteurs (commerces spécialisés ...).

- **Prise en compte des produits locaux**

Afin de valoriser la production locale lorsqu'elle est significative, il vous est demandé de renforcer la part des produits locaux au sein des 3 sous paniers historiques. Cet axe s'inscrit dans l'objectif de renforcement de l'autonomie alimentaire des Outre-mer. Il fera l'objet d'une valorisation appuyée.

- **Une exigence qualitative des produits proposés dans le panier du BQP**

Une attention particulière sera apportée à la qualité des produits alimentaires dont la sélection devra répondre à des objectifs de santé publique. Vous veillerez notamment à inclure une offre de 5 fruits et légumes locaux frais en complément du BQP historique. Il sera possible de recourir aux services de l'Agence régionale de santé ou à tout autre service de l'Etat compétent en la matière. La classification « Nutri-Score » pourra également être prise en compte à cet effet, en privilégiant les produits classés A voire B.

3. La conclusion d'accords volontaires de modération des prix sur les services dits « BQP+ services »

Les négociations autour des services ont été un des acquis de l'« Oudinot du pouvoir d'achat ». En parallèle des négociations en vue de la conclusion des accords BQP prévus par l'article L. 410-5 du code de commerce, vous associerez les opérateurs des secteurs des services essentiels de la vie courante, et notamment les opérateurs des télécommunications, les prestataires de services liés à l'automobile, en vue de la conclusion d'accords volontaires de modération des prix de ces services.

Compte tenu du fait que les services ne relèvent pas, à ce stade, des accords BQP prévus par l'article L. 410-5 du code de commerce, les négociations avec ces opérateurs reposeront sur leur engagement volontaire, et aboutiront à des accords séparés des accords BQP. De ce point de vue, les accords conclus ne seront pas intégrés à l'arrêté préfectoral prévu par l'article susvisé. Ces accords seront rédigés sur le modèle des chartes BQP+ issues de « l'Oudinot du pouvoir d'achat ». Ces accords permettront de fixer des prix maxima (contraignants ou indicatifs) pour chaque type de prestation de services, pour une durée identique dans la mesure du possible à celle des accords BQP.

Par souci de simplicité vis-à-vis du consommateur, vous communiquerez sur ces accords sous le nom de « BQP services ».